

Pourquoi les Français jouent gros dans la consolidation bancaire italienne

Si Crédit Agricole est aux avant-postes, la consolidation bancaire italienne revêt une importance stratégique pour plusieurs groupes financiers français. Certains ont beaucoup à gagner, d'autres beaucoup à perdre.



Le « scénario privilégié » de Crédit Agricole reste celui d'une fusion entre Banco BPM et Crédit Agricole Italia. (Photo Ipa/Abaca)

Le « scénario privilégié » de Crédit Agricole reste celui d'une fusion entre Banco BPM et Crédit Agricole Italia. (Photo Ipa/Abaca)

Par [Ingrid Feuerstein](#)

Publié le 4 août 2026 à 06:52

C'est l'un des nombreux coups de théâtre auxquels les banques françaises sont régulièrement confrontées sur le marché italien. Deux jours à peine après l'échec de la « fusion entre égaux » [entre Banco BPM et Monte dei Paschi \(MPS\)](#), cette dernière, elle-même convoitée par Intesa San Paolo, étudierait désormais un rachat de sa rivale milanaise, et s'apprêterait ainsi à approcher Crédit Agricole, qui en contrôle 29,3 %. S'il est encore trop tôt pour savoir quelle est la substance réelle de ces discussions, le géant mutualiste français devra à nouveau [étudier ses options](#).

Comme l'ont indiqué ses dirigeants [lors des résultats semestriels vendredi](#), leur « scénario privilégié » reste celui d'une fusion entre Banco BPM et Crédit Agricole Italia. Ils peuvent peser dans les discussions, sans toutefois avoir toutes les cartes en main, comme l'a rappelé Jérôme Grivet, directeur général délégué de Crédit Agricole : « Avec 29,3 % du capital de BPM, nous sommes incontournables, a-t-il expliqué. Cela veut dire que rien ne peut se faire contre nous ou sans nous, cela ne veut pas dire que nous pouvons décider de tout. On est en très bonne position pour défendre nos intérêts, mais on n'est évidemment pas les seuls décideurs. »

Marché stratégique pour Crédit Agricole

Le risque étant, pour Crédit Agricole, de se voir marginalisé sur l'un de ses marchés stratégiques en Europe, dans le cas où Banco BPM se rapprocherait d'un autre concurrent. C'est ce qui a justifié [sa montée progressive au capital](#) de la banque italienne depuis deux ans.

Le mouvement de consolidation en Italie a aussi des effets collatéraux sur le gérant d'actifs Amundi, au bord de la rupture avec UniCredit. Les velléités de son actionnaire, Crédit Agricole, sur Banco BPM n'y sont sans doute pas étrangères, UniCredit ayant dû renoncer l'an passé à racheter Banco BPM sous la pression politique.

Ce n'est pas le seul acteur français touché par ricochet par [ce regain d'effervescence](#) sur le marché italien. AXA se trouve lui aussi en position délicate dans son partenariat avec Monte dei Paschi qui court jusqu'en octobre 2027. Les deux partenaires détiennent à parité le joint-venture AXA MPS Vita. Interrogé vendredi à l'occasion des résultats semestriels, le directeur général d'AXA, Thomas Buberl, s'est montré prudent quant à l'avenir de cette coentreprise. « Il y a beaucoup de pistes de consolidation dans le secteur bancaire en Italie. Et je pense qu'il faut d'abord attendre de voir où cela va atterrir », a-t-il commenté.

Plusieurs scénarios se dessinent. Si [l'offre d'Intesa Sanpaolo](#) va à son terme, une partie du réseau de MPS serait intégrée à Unipol, concurrent direct d'AXA, et l'autre partie reviendrait à Intesa San Paolo, actif lui aussi dans l'assurance-vie. Mais d'autres concurrents ont manifesté leur intérêt pour remplacer l'assureur français. Philippe Donnet, le patron de Generali, avait affirmé en mars, lors de ses résultats financiers, que l'assureur « serait heureux » d'aider MPS à gérer l'épargne de ses clients sur son marché national.

« Italianité de l'épargne »

Il n'avait pas hésité à cette occasion à jouer la carte patriotique, lui qui, en tant que Français à la tête d'un grand assureur italien, a dû déjouer plusieurs tentatives de « putsch ». « Avec le partenariat MPS-AXA, l'épargne italienne va chez AXA, qui a vendu son activité de gestion d'actifs à BNP Paribas, de sorte que cette épargne est gérée en

France, avait-il déclaré. Si nous pouvons aider à rapatrier l'épargne italienne en Italie, nous serons ravis de le faire, mais la décision ne nous appartiendra pas. »

Ce n'est pas la première fois qu'un Français se heurte aux arguments en faveur de l'« italianité de l'épargne ». C'est même ce qui avait contribué à l'échec du rapprochement dans la gestion d'actifs entre Generali et BPCE en 2025. Le mutualiste avait fait les frais de l'opposition de deux grands actionnaires de l'assureur italien, la holding Delfin et l'industriel Caltagirone, ainsi que d'une bascule dans la gouvernance de Mediobanca, lui aussi grand actionnaire de Generali, racheté à la surprise générale par Monte dei Paschi.

Enfin, un autre groupe français possède de fortes positions en Italie : BNP Paribas, présent au travers de BNL, se tient pour l'instant à l'écart de la consolidation du marché, même s'il risque à terme d'avoir une incidence sur ses marges. Mais la première banque française pourrait tirer parti de la fin du partenariat entre Amundi et UniCredit. Son directeur général, Jean-Laurent Bonnafé, avait indiqué en octobre 2025 être ouvert à « toute forme de partenariat » avec la banque italienne dans l'activité de gestion d'actifs.

Ingrid Feuerstein

Source : **LesEchos**